

Pierre Arguin, Maurice Cloutier, Lucille Girard, *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, législation, jurisprudence et doctrine*, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1994, 476 pages, ISBN 2-89127-303-6
Mireille D.-Castelli et Éric-Olivier Dallard, *Le nouveau droit de la famille au Québec*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, Collection Bibliothèque Juridique, 1993, 526 pages, ISBN 2-7637-7342-7
Charles Caza, *Loi sur les normes du travail — Législation, jurisprudence et doctrine*, 1^{re} éd., Collection Alter Ego, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1993, 430 pages, ISBN 2-89127-272-2
Claude Emanuelli, *Les actions militaires de l'ONU et le droit international humanitaire*, Collection Bleue, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, série monographies, 1995, 112 pages, ISBN 2-89127-317-6
Louis Fortier, *Table des matières méthodique du Code civil du Québec*, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1994, ISBN 2-89127-287-0
Nicole Lacasse, Louis Perret (sous la direction de), *Le libre-échange dans les Amériques (Une perspective continentale)/Free Trade in the Americas (An Hemispheric Approach)*, Collection Bleue, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, Série ouvrages collectifs, 1994, 629 pages, ISBN 2-89127-305-2
Gilles Létourneau, Pierre Robert, *Code de procédure pénale du Québec annoté*, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1995, 822 pages, ISBN 2-89127-312-5
Didier Lluelles, Christianne Dubreuil, *Recueil de textes — Droit des assurances*, 3^e édition, Montréal, Les Éditions Thémis Inc., 1995, 891 pages, ISBN 2-89400-040-5
Gérald Locas, *Code de la sécurité routière annoté*, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1994, 439 pages, ISBN 2-89127-290-0
Paul Martel, (avec la collaboration de Marie-Andrée Miquelon), *Administrateurs de compagnies : le guide de vos droits, devoirs et responsabilités*, Montréal, Éditions Wilson & Lafleur, Martel Ltée, 1994, 106 pages, ISBN 2-920831-48-8
Hélène Ouimet, *Employés non syndiqués : Le guide de vos droits et recours*, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1994, 181 pages, ISBN 2-89127-293-5
Marc Doyon, Virginie Chan Sui Hing, Mélanie Méthot et Richard Fridman

Volume 26, numéro 2, juin 1995

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1035868ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1035868ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Éditions Wilson & Lafleur, inc.

ISSN

0035-3086 (imprimé)
2292-2512 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Doyon, M., Chan Sui Hing, V., Méthot, M. & Fridman, R. (1995). Compte rendu de [Pierre Arguin, Maurice Cloutier, Lucille Girard, *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, législation, jurisprudence et doctrine*, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1994, 476 pages, ISBN 2-89127-303-6 / Mireille D.-Castelli et Éric-Olivier Dallard, *Le nouveau droit de la famille au Québec*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, Collection Bibliothèque Juridique, 1993, 526 pages, ISBN 2-7637-7342-7 / Charles Caza, *Loi sur les normes du travail — Législation, jurisprudence et doctrine*, 1^{re} éd., Collection Alter Ego, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1993, 430 pages, ISBN 2-89127-272-2 / Claude Emanuelli, *Les actions militaires de l'ONU et le droit international humanitaire*, Collection Bleue, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, série monographies, 1995, 112 pages, ISBN 2-89127-317-6 / Louis Fortier, *Table des matières méthodique du Code civil du Québec*, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1994, ISBN 2-89127-287-0 / Nicole Lacasse, Louis Perret (sous la direction de), *Le libre-échange dans les Amériques (Une perspective continentale)/Free Trade in the Americas (An Hemispheric Approach)*, Collection Bleue, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, Série ouvrages collectifs, 1994, 629 pages, ISBN 2-89127-305-2 / Gilles Létourneau, Pierre Robert, *Code de procédure pénale du Québec annoté*, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1995, 822 pages, ISBN 2-89127-312-5 / Didier Lluelles, Christianne Dubreuil, *Recueil de textes — Droit des assurances*, 3^e édition, Montréal, Les Éditions Thémis Inc., 1995, 891 pages, ISBN 2-89400-040-5 / Gérald Locas, *Code de la sécurité routière annoté*, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1994, 439 pages, ISBN 2-89127-290-0 / Paul Martel, (avec la collaboration de Marie-Andrée Miquelon), *Administrateurs de compagnies : le guide de vos droits, devoirs et responsabilités*, Montréal, Éditions Wilson & Lafleur, Martel Ltée, 1994, 106 pages, ISBN 2-920831-48-8 / Hélène Ouimet, *Employés non syndiqués : Le guide de vos droits et recours*, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1994, 181 pages, ISBN 2-89127-293-5]. *Revue générale de droit*, 26(2), 351–358. <https://doi.org/10.7202/1035868ar>

Droits d'auteur © Faculté de droit, Section de droit civil, Université d'Ottawa, 1995

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>



Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

NOTULES

Pierre ARGUIN, Maurice CLOUTIER, Lucille GIRARD, *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, législation, jurisprudence et doctrine*, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1994, 476 pages, ISBN 2-89127-303-6.

Il s'agit de la deuxième édition de ce volume ayant principalement pour but de mettre à jour les références jurisprudentielles et doctrinales à la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* du Québec. Cet ouvrage se divise en deux grandes parties. La première comprend de la législation pertinente sans annotation ni renvoi. Il y a tout d'abord, et cela va de soi, la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* dans son entier; il y a aussi certains articles de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* et deux règlements sur la preuve et la procédure devant des organismes qui rendent des décisions quasi judiciaires comme le Bureau de révision de la commission de la santé et de la sécurité du travail ou celui de la Commission d'appel en matières de lésions professionnelles.

C'est dans la deuxième partie que se trouve le véritable intérêt de cet ouvrage et où se manifeste vraiment le travail de recherche des auteurs. On y trouve les décisions jurisprudentielles pertinentes et, s'il y a lieu, la doctrine concernant de près ou de loin un article de cette *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles*. En outre, certaines décisions portant sur l'interprétation d'autres lois sont rapportées en raison de leur impact. Les décisions retenues provenant des tribunaux, civils et administratifs, et la doctrine sont rapportées jusqu'au 31 mars 1994. La valeur d'un tel genre d'ouvrage dépend évidemment de la qualité de la recherche accomplie par les auteurs car, bien entendu, nous ne trouvons pas toutes les décisions rendues par rapport à la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles*, mais plutôt celles qui ont paru pertinentes aux auteurs qui sont entièrement responsables d'un tel choix.

Cet ouvrage fort bien fait est un outil indispensable pour tous ceux qui désirent connaître l'interprétation jurisprudentielle et

doctrinale de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles*. En plus de fournir d'autres dispositions législatives appropriées; ce volume contient une liste de lois et de règlements, des tables pour la jurisprudence et la doctrine citées ainsi qu'un index assez substantiel. La *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* constitue un régime de responsabilité spéciale qui a fait son apparition en 1985. Cette loi a posé des problèmes d'interprétation particuliers et cet ouvrage permet d'avoir une vision globale des solutions jurisprudentielles et doctrinales entre 1985 et 1994.

Marc DOYON

Mireille D.-CASTELLI et Éric-Olivier DAL-LARD, *Le nouveau droit de la famille au Québec*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, Collection Bibliothèque Juridique, 1993, 526 pages, ISBN 2-7637-7342-7.

Les auteurs font une analyse du nouveau droit de la famille tout en gardant à l'esprit l'ancien droit du *Code civil du Bas-Canada*. À cette fin, ils traitent non seulement du *Code civil du Québec* mais aussi de la *Loi sur le Divorce* — c'est un ouvrage qui fait le tour de toutes les questions reliées au droit de la famille.

Pour y parvenir, les auteurs divisent leur œuvre en trois Livres. Le premier s'intitule *Le mariage*, le deuxième, *La filiation et la parenté : établissement et effets* et le troisième, *La dislocation de la famille*.

Le premier Livre (*Le mariage*) se divise en deux titres, dont l'un traitant de « La formation du mariage » et l'autre des « conséquences du mariage ». « La formation du mariage » (titre I) se divise en deux chapitres : « Les conditions de formation du mariage » (chapitre I) et « Le respect des conditions du mariage » (chapitre II). Le deuxième titre (« Les conséquences du mariage »), quant à lui, se divise en deux sous-titres; le premier étant « Les effets du mariage » et le deuxième, « Les régimes matrimoniaux ». Le premier sous-titre comprend trois chapitres : « Les

droits et les devoirs des époux », « Le régime primaire » et « La prestation compensatoire ». Le deuxième sous-titre n'est pas subdivisé.

Le deuxième Livre *La filiation et la parenté : établissement et effets* se divise en deux titres : « La détermination des membres de la famille » et « Les effets de la filiation et de la parenté ». Le titre I est divisé en deux sous-titres : « L'établissement de la filiation » et « La détermination de la parenté ». Le sous-titre I se subdivise en deux chapitres : « La filiation par le sang » et « La filiation adoptive ». Quant au deuxième sous-titre, il n'est pas subdivisé. Le titre II (« Les effets de la filiation et de la parenté ») se subdivise en deux chapitres : « Les effets particuliers de la filiation : l'autorité parentale » et « Les effets de la parenté ».

Finalement, le troisième Livre (*La dislocation de la famille*) se divise également en deux titres : « Les atteintes au lien matrimonial : relâchement et dissolution » et « Les atteintes aux liens familiaux ». Le premier titre est subdivisé en deux chapitres : « La séparation de corps : relâchement du lien matrimonial » et « Le divorce ». Quant au deuxième titre, il est plutôt divisé en deux annexes : « La procédure : Les règles spéciales communes en matière familiale » et « La famille de fait ».

Ce livre comprend un avant-propos, un avertissement, une désignation des subdivisions d'articles, une table d'abréviations, une introduction, des tables de concordance entre le *Code civil du Québec* et le *Projet de Loi du Code civil du Québec*, un index de la législation, un index de la jurisprudence ainsi qu'un index analytique.

C'est une œuvre écrite de façon à faciliter la compréhension de la matière; c'est donc un livre très utile aux étudiants de droit. Les auteurs citent les articles de loi ainsi que la jurisprudence à l'appui de leur exposé en encadrant de temps à autre des questions qui pourraient aider le lecteur dans la compréhension du texte. C'est principalement une œuvre destinée aux personnes qui n'ont aucune connaissance en droit de la famille. C'est un livre à lire par tous qui s'intéressent au droit de la famille.

Virginie CHAN SUI HING

Charles CAZA, *Loi sur les normes du travail — Législation, jurisprudence et doctrine*, 1^{re} éd., Collection Alter Ego, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1993, 430 pages, ISBN 2-89127-272-2.*

Ce nouvel ouvrage de la Collection Alter Ego a pour objet, comme l'indique son titre, la *Loi sur les normes du travail*. On retrouve d'ailleurs, dans la première partie du volume, le texte de la Loi ainsi que des règlements adoptés sous son empire, ce qui en facilite la consultation. Les textes législatifs y sont reproduits dans les deux langues officielles.

La deuxième partie de l'ouvrage est consacrée à la jurisprudence et à la doctrine relatives à la Loi et au *Règlement sur les normes du travail*. Nous retrouvons, pour chaque article de ces deux textes, des annotations jurisprudentielles, sous forme de résumés succincts des principales décisions rendues par le Tribunal d'arbitrage, le commissaire du travail, le Tribunal du travail et les tribunaux supérieurs. L'ordre de présentation de ces décisions passe du général au particulier, le tout étant agrémenté d'un index pour chaque disposition traitée. Nous y retrouvons aussi des renvois à d'autres articles de la Loi et des références à la doctrine pertinente. Les informations qui y sont compilées sont à jour au 1^{er} janvier 1993. Cependant, certaines décisions des tribunaux supérieurs postérieures à cette date y sont aussi répertoriées.

Il est à noter que l'auteur a tenu compte de la *Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives* (L.Q. 1990, c. 73) lors de la sélection des décisions jurisprudentielles contenues dans cet ouvrage. Ainsi, les décisions rendues non pertinentes par l'entrée en vigueur de cette Loi ont été écartées.

Nous pouvons finalement retrouver dans ce volume une table de la doctrine et une table de la jurisprudence avec renvois aux dispositions pertinentes, de même qu'un index de la *Loi sur les normes du travail*. Fidèle à la lignée que nous offre depuis plusieurs années la Collection Alter Ego, l'arrivée de cet ouvrage réjouira sans doute tous ceux qui ont à travailler avec les textes législatifs en question.

Mélanie MÉTHOT

* Version complète que nous publions avec nos excuses.

Claude EMANUELLI, *Les actions militaires de l'ONU et le droit international humanitaire*, Collection Bleue, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, série monographies, 1995, 112 pages, ISBN 2-89127-317-6.

On retrouve au tout début de cet œuvre une préface par Yves Sandoz, directeur de la doctrine et du droit, du comité international de la Croix-Rouge, suivie d'un avant-propos.

L'œuvre est divisée en deux sections, l'une intitulée, « L'applicabilité du droit international humanitaire aux actions militaires entreprises par l'Organisation des Nations Unies, ou sous son égide », et l'autre intitulée, « L'application du droit international humanitaire aux actions militaires entreprises par l'Organisation des Nations Unies, ou sous son égide ».

La première section est divisée en deux parties. La première, « Les actions militaires entreprises par l'Organisation des Nations Unies, ou sous son égide », traite des actions militaires coercitives, des actions militaires non coercitives et des actions militaires hybrides.

La deuxième, « Les actions militaires entreprises par l'Organisation des Nations Unies, ou sous son égide, relèvent du droit international humanitaire applicable aux conflits armés internationaux » expose que « les actions militaires entreprises par l'Organisation des Nations Unies, ou sous son égide, sont assimilables aux conflits armés internationaux » et traite de « l'Organisation des Nations Unies, sujet du droit international humanitaire ».

La deuxième section, « l'application du droit international humanitaire aux actions militaires entreprises par l'Organisation des Nations Unies, ou sous son égide » est divisée en trois parties. La première détermine les règles applicables, notamment de sa nature et de son contenu.

La deuxième partie, « L'observation des règles du droit international humanitaire applicables aux actions militaires entreprises par l'Organisation des Nations Unies, ou sous son égide » traite des « responsables de l'obligation d'observer les règles applicables » et du « contenu de l'obligation d'observer les règles applicables ».

La troisième partie, « La mise en œuvre des règles du droit international humanitaire applicables aux actions militaires de l'Organisation des Nations Unies » traite plutôt des « modalités d'un engagement officiel de l'Organisation des Nations Unies à l'égard du droit international humanitaire » et de la « protection du personnel des Nations Unies contre les attaques ».

À la fin de son œuvre, on retrouve un *addendum* où l'auteur expose les divers développements qui ont eu lieu depuis la conclusion de son étude. Il inclut aussi des annexes — la première étant un tableau de l'application du droit international humanitaire aux actions militaires entreprises par l'ONU, ou sous son égide. La deuxième est une bibliographie et la troisième porte sur la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé.

Virginie CHAN SUI HING

Louis FORTIER, *Table des matières méthodique du Code civil du Québec*, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1994, ISBN 2-89217-287-0.

The *Civil Code of Québec* that has been in effect since the 1st of January 1994 constitutes a major reform of Québec's Civil Law. One of the goals undertaken in the reform of the Civil Code was to render it more coherent both in content and in organization. As a result, the C.C.Q. is a law whose structure is very intelligible and logical, thus having for effect to better communicate the intention of the legislator. It goes without saying that to fully appreciate the substance of the C.C.Q. one must undertake to study the code's structure and the logic behind its format. Therefore, each provision must be looked at within the context in which it appears. Louis Fortier's *Table des matières méthodique du Code civil du Québec* helps facilitate this task.

What this book has done is reproduce the entire table of contents of the C.C.Q. in tabular form. Each of the ten Books of the Civil Code constitutes one table which breaks the Book down into its various titles, chapters, sections and subsections. Given that each Book of the C.C.Q. is represented on one page, the visualization of each topic is facilitated and situating oneself within the Civil Code is much less arduous. Consequently, the reader can

circulate within the structure of the law and in so doing extract the fundamental legal principles contained therein.

While the contents of this book are readily available in the table of contents of any copy of the C.C.Q., the way in which this information is presented is both original and helpful. Hence, this book would prove beneficial to anyone whose work entails using the Civil Code, whether a law student or a lawyer, as it permits one to better manoeuvre within the law and facilitates the reading of the text itself. The book enables one to make connections between the various sections and thus helps the reader to better appreciate the reorganization of the law's structure.

Richard FRIDMAN

Nicole LACASSE, Louis PERRET (sous la direction de), *Le libre-échange dans les Amériques (Une perspective continentale)/Free Trade in the Americas (An Hemispheric Approach)*, Collection Bleue, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, Série ouvrages collectifs, 1994, 629 pages, ISBN 2-89127-305-2.

Voici du nouveau pour les amateurs du droit commercial international. Sous la direction de Nicole Lacasse et de Louis Perret, cet ouvrage contient les textes de la conférence du sixième colloque de la série « Faire affaires à l'étranger » tenue au Centre des Congrès d'Ottawa, le 14 octobre 1992 et à l'Université d'Ottawa, le 23 octobre 1992.

Comme l'expose la préface de Michael H. Wilson, cet ouvrage traite des différentes questions reliées aux relations commerciales. Ainsi, il contient trois parties principales regroupant les textes des différents auteurs. La première partie s'intitule « Une nouvelle politique de libre-échange à l'échelle continentale »; la deuxième, « L'intégration économique interaméricaine en marche » et la troisième, « L'ouverture des marchés : les nouvelles occasions d'affaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (exportations et investissements) ».

Les textes de cet ouvrage sont soit en anglais, soit en français, selon la langue dans laquelle ils ont été exposés. De plus, dans les titres, la préface, la présentation, ainsi que les remerciements sont dans les deux langues.

Dans l'introduction, on retrouve un texte de Louis Perret, intitulé, « Canada, NAFTA and Beyond » et un autre de Murray Smith, intitulé, « NAFTA and Beyond : Potential Implications for the Multilateral Trading System ».

On retrouve dans la Partie I, sept textes : « The Enterprise for the Americas Initiative (EIA) » par Myles R. Frechette; « The New Inter-American Development Policy : EIA and Its Effects on U.S. — Latin American and Caribbean Trade Relations » par Joel Paul; « The Political and Economic Effects of the Enterprise for the Americas Initiative » par Georges Fauriol; « Canada, NAFTA, and its "Domino Effect" in the Americas » par Meriel V.M. Bradford; « Mexico and Free Trade Agreements with Latin American Countries » par Julio Rivera de Los Reyes et finalement, « A Latin American Perspective of NAFTA » par Patricio Meller.

La Partie II, quant à elle, est divisée en deux sections. La première traite de l'Amérique du Nord et comprend quatre textes, soit, « Bilan intérimaire de l'Accord de libre-échange Canada-États-Unis » par Nicole Lacasse; « From FTA to NAFTA — Whither Canadian Trade Policy Towards the South? » par Ann Weston; « Effets de l'Accord de libre-échange nord-américain sur le droit interne mexicain » par Ruperto Patiño Manfer et « NAFTA, Latin America and a New International Economic Order » par Michael Hart.

La deuxième section traite plutôt de « l'Amérique latine (excluant le Mexique) et les Caraïbes ». Cette section est elle-même subdivisée en sept sous-sections. La première, « Perspective générale » comprend le texte « Regional Overview : The Recovery Begins » d'Inter-American Development Bank. La sous-section « Amérique centrale » comprend « The Central American Common Market » de Giovanni Peraza et « Les problèmes juridiques de l'intégration en Amérique centrale » de Iliana Auverana et Louis Perret. La sous-section « Le Caricom » est composée de « The Caricom — "Unity for Survival" » de Kathy Ann Brown et « The problems of Regional Integration : Why the Commonwealth Caribbean Faces Few Choices » de Jennifer Hosten-Craig. La sous-section « Le pacte Andin » est traitée par Raul Izurieta dans son texte « The Andean Pact »; « Le groupe des Trois » par Martin Ibarra dans « The G-3 Negotiations »; « Le Mercosur » par José Carlos Arcagni dans « Mercosur :

bilan de l'étape de transition et perspectives de réalisation », et par Yves Chaloult dans « The Southern Common Market (Mercosur) and the Latin American Integration »; et dernièrement, « Le cas du Chili » par Claudio Grossman dans « The U.S. and Chile : The Convenience of a Free Trade Agreement ».

La Partie III est divisée en trois sections. La première, « L'ouverture des marchés en Amérique latine et dans les Caraïbes » se compose d'un seul texte, soit « Latin America Facing the World Economy Trade and Investments » par Carlos Juan Moneta. La deuxième, « Exportations » se compose de « Faire affaires dans les Amériques : l'expérience de Bombardier Inc. » par Denis Cloutier, de « Lawyers Perspectives on Marketing, Distribution and Sales Agreements » par Gilles Morin et de « Export Financing for Capital Goods and Others Transactions » par Gerald D. Rowe. Enfin, la troisième, « Investissements » se compose de « Key Aspects in Doing Business in Latin America » par Halina B. Ostrovski, de « The Repatriation of Capital and Profits in Latin American and the Caribbean » par Salvador J. Juncadella, et de « The Inter-American Investment Corporation and the Private Sector Development of Latin America » par Roberto Daño.

Les textes nous donnent un aperçu global de tout ce qui concerne les accords d'échange entre les Amériques, ainsi que leurs problèmes. Les auteurs proviennent des divers pays qui font l'objet de l'accord, dont, le Canada, les États-Unis, le Venezuela, l'Argentine, le Chili et le Mexique. C'est un ouvrage rempli de réponses pour ceux qui veulent améliorer leurs connaissances dans le domaine du libre-échange dans les Amériques.

Virginie CHAN SUI HING

Gilles LÉTOURNEAU, Pierre ROBERT, *Code de procédure pénale du Québec annoté*, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1995, 822 pages, ISBN 2-89127-312-5.

Au Québec, le *Code de procédure pénale*, en vigueur depuis 1989, est le résultat de plusieurs réformes en profondeur du système de droit pénal au Québec. L'objectif principal du Code est de mettre de l'ordre quant à la procédure applicable lors de poursuites pour des infractions pénales relevant de la compétence québécoise. Il a remplacé la *Loi*

sur les poursuites sommaires du Québec de 1977 qui ne correspondait plus aux besoins de la société moderne. En outre, avec les années, le droit pénal et sa procédure, particulièrement au Québec, se sont développés avec une spécificité propre qui les distingue de ce qu'on retrouve en droit criminel de compétence fédérale.

La mise en vigueur, récemment, des dispositions de la deuxième et dernière loi d'application du *Code de procédure pénale* marque l'aboutissement de la réforme de la procédure pénale au Québec. Les auteurs ont voulu profiter de l'occasion pour mettre à jour et consolider en un seul volume les dispositions législatives et réglementaires qui s'appliquent à la poursuite des infractions pénales au Québec. Ainsi, on y trouve certains règlements sur la forme des constats et des rapports d'infractions, sur les tarifs judiciaires applicables aux personnes âgées de moins de 18 ans, plus certaines règles de pratique ou de procédure devant différents tribunaux et aussi les Chartes, canadienne et québécoise, des droits et libertés.

Cette troisième édition de l'annotation du *Code de procédure pénale* est l'œuvre de deux auteurs avertis en droit pénal québécois. L'honorable Gilles Létourneau, juge à la Cour d'appel fédérale, a présidé au sein du ministère de la Justice du Québec aux travaux de conception et d'élaboration du Code. M^e Pierre Robert est professeur de droit pénal au Département des sciences juridiques de l'Université du Québec à Montréal et il est aussi, entre autres, le concepteur et éditeur de la *Revue de droit pénal*. Leur expertise est cruciale car chaque article du Code est accompagné de plusieurs références telles : le but de la disposition, commentaires (des auteurs avec interprétations jurisprudentielles), corrélations (législatives) en droit québécois, corrélations en droit externe et, s'il y a lieu, une bibliographie sommaire qui se compose de références doctrinales. Cette édition comprend plus de 200 ajouts à l'édition de 1992 (elle-même enrichie de 259 nouvelles décisions par rapport à la première) et comprend l'analyse de quelques 162 nouvelles décisions.

Ce genre d'ouvrage est un outil indispensable pour les avocats et les juges dans le quotidien judiciaire et les auteurs ont cherché à le rendre accessible, utile et fonctionnel.

Marc DOYON

Didier LUELLES, Christianne DUBREUIL, *Recueil de textes — Droit des assurances, 3^e édition, Montréal, Les Éditions Thémis Inc., 1995, 891 pages, ISBN 2-89400-040-5.*

This book consists of a compilation of the major judicial decisions in the field of insurance law in Québec. It constitutes the third edition of the *Recueil de textes — Droit des assurances*, the second of which was published in 1993. Since then, the *Civil Code of Québec* has come into effect and has brought with it a reform of the province's insurance law. Consequently, the authors indicate that in this volume they have tried to limit the amount of judgements that were rendered under the Reform of 1974-1976 and which have little or no relevance today. As a result, the majority of the decisions included in this edition, while not rendered under the new law, were included as they have significant relevance to, and have helped in the reshaping of, today's insurance law.

The format of this edition resembles that of its predecessor. It is above all a reference tool whose main objective is to facilitate the accessing of the more relevant jurisprudence in the field of insurance law. It comprises sixty-one of the more pertinent judgements and organizes them according to the topic addressed. Reference to these cases is facilitated by an alphabetically ordered table of contents and a detailed outline which lists the various judgements according to subject matter.

The outline breaks down the topic of insurance into eight main sections: the insurance contract, insurable interest, risk, declarations of risk, damage insurance, liability insurance, insurance of persons and automobile insurance. These main headings are then further broken down into several detailed subheadings.

The judgements in this book are presented in a very clear and orderly fashion. Each decision includes a summary followed by the judgement itself. To facilitate the use of this reference tool, included in square brackets are the actual page numbers as they appear in the reporting services from which the judgements were taken.

In addition to the jurisprudence, the last section of this book contains excerpts of pertinent legislation relating to insurance

law, relevant regulations and the more frequently used forms in automobile insurance. Also included are insurance policies and the complete *Direct Compensation Agreement For the Settlement of Automobile Claims*. However, the relevant insurance law provisions of the C.C.Q. have not been included.

While this book is primarily a reference tool geared towards those involved in the teaching of insurance law, it could also be of assistance to students. It should be noted that this book is an excellent supplement to the *Précis des assurances terrestres* by Didier Luelles in that it contains many of the cases referred to in that text. As well, this book would undoubtedly prove helpful to anyone practising in the field of insurance law as it assembles, in one volume, the case law that has served as an underlying basis for insurance law in Québec.

Richard FRIDMAN

Gérald LOCAS, *Code de la sécurité routière annoté, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1994, 439 pages, ISBN 2-89127-290-0.*

L'avantage d'un code annoté est de présenter l'interprétation jurisprudentielle de certaines dispositions. Ce genre d'ouvrage se destine principalement au praticien désireux de savoir si la question qu'on lui soumet a déjà fait l'objet d'une décision judiciaire. Étant donné le caractère pratique de ce genre de volume, l'utilisateur a intérêt à avoir entre les mains un ouvrage récent. Voilà pourquoi, seulement deux ans après la première édition en 1992, paraît cette deuxième édition comprenant une mise à jour de la jurisprudence jusqu'au 1^{er} avril 1994 et une mise à jour des textes législatifs et réglementaires jusqu'au 1^{er} juillet 1994.

La valeur de cet exercice dépend du choix de la jurisprudence retenue, en espérant que la recherche soit assez approfondie pour éviter les oublis majeurs. L'auteur est juge municipal depuis 1980 et coroner depuis 1983; de plus il a présidé de nombreuses enquêtes sur les accidents de la route, et sans être une garantie, cela est tout de même indicatif. En outre, l'auteur ne s'est pas contenté de retenir seulement les décisions judiciaires visant directement les dispositions du Code, mais aussi celles qui y sont relatives indirecte-

ment comme par exemple : l'interprétation des règles de preuve, de procédure ou de la *Charte canadienne des droits et libertés* qui ont un rapport avec l'interprétation et l'application de ce Code. La très grande majorité des décisions provient des tribunaux de première instance et d'appel du Québec, et couvre à peu près les quinze dernières années. Cependant, l'auteur a inclus de la jurisprudence des neuf autres provinces interprétant des dispositions de leur propres loi très similaires à celles qu'on retrouve dans ce Code.

En plus de l'ensemble des dispositions du Code avec la jurisprudence pertinente sous les articles concernés; on retrouve dans l'ouvrage une table des matières du Code, une table de la jurisprudence citée et un index du Code. Sept des règlements les plus importants en rapport avec ce Code ont été inclus à la fin du volume sans toutefois être annotés : par exemple ceux sur la motoneige, les points d'inaptitude, le transport des matières dangereuses, les véhicules tout terrain, les normes médicales et optométriques, etc.

En somme, ce volume, le seul du genre au Québec, a une utilité pratique indéniable. Les codes annotés sont toujours grandement appréciés par les juristes et celui-ci, par ses qualités de fond et de forme, comblera tous ceux qui ont besoin d'un tel outil.

Marc DOYON

Paul MARTEL, (avec la collaboration de Marie-Andrée MIQUELON), *Administrateurs de compagnies : le guide de vos droits, devoirs et responsabilités*, Montréal, Éditions Wilson & Lafleur, Martel Ltée, 1994, 106 pages, ISBN 2-920831-48-8.

Comme le dévoile le titre de cet ouvrage, ce livre s'adresse aux administrateurs de compagnies, et plus précisément, aux administrateurs de compagnies privées fédérales, constituées en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, et québécoises, constituées en vertu de la Partie IA de la *Loi sur les compagnies du Québec*.

Ce livre ne s'adresse pas aux étudiants ou licenciés en droit car il s'avère trop général et élémentaire, quoique l'on puisse l'utiliser comme référence. C'est principalement une œuvre destinée aux administrateurs

de compagnies qui ignorent leurs droits, devoirs et responsabilités, face aux tiers et face à la compagnie.

L'auteur divise son œuvre en six chapitres, soit « Quels sont vos pouvoirs en tant qu'administrateurs? », « Quels sont vos droits en tant qu'administrateur? », « Vous pouvez être poursuivi en dommages », « Vous pouvez être condamné à une amende », « Vous avez encore des obligations après votre mandat », et « Vos moyens de protection ». Chacun de ces chapitres est divisé en sections et chaque section en sous-sections.

Puisque les lois fédérale et québécoise sont très semblables, l'auteur traite simultanément les compagnies des deux juridictions. Cependant, lorsque les lois diffèrent l'une de l'autre, l'auteur encadre dans une rubrique avec un dessin du drapeau du Québec ou du Canada, selon le cas, la distinction qu'il veut mettre en évidence.

C'est l'œuvre clé qu'un administrateur pourrait avoir en sa possession, car, non seulement est-elle concise, mais l'auteur expose clairement les diverses circonstances dans lesquelles l'administrateur pourrait se retrouver, et résume ainsi, dans un langage compréhensible, les arrêts qui les illustrent.

De plus, pour mettre le lecteur à l'aise, l'auteur utilise la technique de l'interlocuteur. Il s'approche de ses lecteurs en leur donnant des conseils avec des « Attention! », en les prévenant des risques qui peuvent se présenter si l'administrateur ne respecte pas ses devoirs, en leur montrant comment se dégager de leur responsabilité... bref, l'auteur se met du côté de l'administrateur.

Cet ouvrage contient une table des matières très détaillée et intitulée « Pour en savoir plus » où l'auteur définit des notions juridiques qui pourraient être utiles à l'administrateur. Et enfin, l'auteur inclut une section de « Conseils pratiques » où il aide l'administrateur à se décharger du fardeau de la preuve dans le cadre d'une poursuite contre lui.

Une œuvre fortement recommandée.

Virginie CHAN SUI HING

Hélène OUMET, *Employés non syndiqués : Le guide de vos droits et recours*, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, 1994, 181 pages, ISBN 2-89127-293-5.

Comme son titre l'indique, il s'agit d'un guide qui s'adresse aux employés non syndiqués qui désirent connaître l'étendue de leurs droits et les recours possibles lorsque ces derniers ne sont pas respectés. Tout est traité sous l'angle de la législation québécoise qui concerne 90 % des travailleurs du Québec.

Le but étant d'en faire un guide pratique, l'auteure a rendu la consultation de son ouvrage agréable en détachant clairement les questions et les réponses. On retrouve des tableaux résumant par exemple la jurisprudence sur la question du préavis dans le cas de congédiement; ou sur les mesures de réparations ordonnées dans le cas de congédiement sans cause juste et suffisante. Des règles bien définies sont inscrites en caractère gras dans la marge, le tout pour attirer notre attention. Des cas concrets et la solution jurisprudentielle adoptée se retrouvent tout au long du volume; de plus, quelques dessins humoristiques ont pour effet de rendre sa lecture moins fastidieuse.

On aborde d'abord la question du contrat de travail et les obligations qui en découlent; ici ce sont les dispositions du *Code civil du Québec* qui s'appliquent principale-

ment. Ensuite en deuxième partie on examine les conditions de travail minimales qu'un employeur doit respecter, la *Loi sur les normes du travail* étant la principale loi applicable. Une troisième et quatrième parties traitent respectivement de la question de la santé et sécurité au travail puis des maladies professionnelles et accidents du travail en vertu des lois appropriées. Une cinquième partie aborde la question plus délicate de la discrimination (ce qui comprend le harcèlement sexuel) qui comme on le sait est contraire à la Charte québécoise; ceci vu sous l'angle de l'interprétation jurisprudentielle. Dans une sixième et dernière partie, il est question des recours possibles et des modalités selon qu'on viole une des lois du travail ou la Charte québécoise. Le guide vous donne une bonne idée de ce que vous pouvez obtenir en donnant de nombreux exemples de cas qui ont déjà fait l'objet d'une décision.

Il s'agit d'un ouvrage qui fait le tour de la plupart des points importants concernant les droits et recours pour les employés non syndiqués et comme ceux-ci sont souvent démunis devant l'employeur, ce guide destiné spécialement à eux ne peut être que bienvenu. Il traite de questions qui sont à la base de notre droit du travail et qui affectent un nombre très important de salariés au Québec.

Marc DOYON